



66^e session de l'Assemblée générale
56^e session de la Commission de la condition de la femme

**L'autonomisation des femmes rurales et le rôle de la Suisse
l'éradication de la faim, le développement durable
et les défis actuels**

**The empowerment of rural women and the role of Switzerland
in hunger eradication, development and current challenges**

New York, le 2 mars 2012

Déclaration prononcée par Sylvie Durieux, Directrice générale de la Délégation suisse

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs,

La Suisse accorde une place importante à l'agriculture tant au plan national qu'à l'échelle internationale. Au plan national, la Suisse veut offrir aux familles paysannes de véritables perspectives économiques tout en renforçant leurs prestations écologiques et environnementales. Elle soutient une agriculture efficiente, offrant des conditions de travail décentes et respectant l'environnement et la nature.

Notre secteur agricole produit environ 80 % de sa production nationale à l'échelle internationale par des exploitations familiales de petite taille à caractère intergénérationnel. Ces dernières années, ce secteur a dû faire face à des ajustements structurels importants. L'impact économique des activités para-agricoles, telles que l'élevage, la production de viande et de produits laitiers, est croissant.

Le secteur agricole, qui représente un peu plus de 3 % de la population active, est composé d'un bon tiers de femmes. En fait, le système suisse est en retard et du fait de la mortalité, les femmes sont rarement propriétaires ou ne sont que 5 % à être exploitantes.

Ces quelques chiffres ne doivent pas masquer le fait que la Suisse manque d'informations, notamment statistiques, sur la situation des femmes dans l'agriculture et le rôle de la Suisse.

déterminer les nouvelles mesures à prendre.

Cela implique notamment de garantir des services sociaux adéquats et un meilleur accès à l'éducation, elles contribuent à l'exploitation agricole ; deuxièmement, elles portent l'essentiel de la charge du travail domestique familial et communautaire ; troisièmement, un grand nombre d'entre elles exercent une activité extérieure qui nécessite souvent un appoint financier nécessaire à la subsistance de la famille.

En Suisse, dans l'agriculture comme dans les autres secteurs, des progrès doivent être faits en matière de parité de genre afin d'assurer l'équité et l'égalité. Les activités de soins doivent être valorisées et que l'on mette en œuvre un dialogue sur l'ensemble du territoire des infrastructures soutenant les familles dans les soins aux proches dépendants (enfants, personnes handicapées ou âgées).

Messieurs,

La parité de genre dans l'agriculture n'est pas, toujours, bien connue, il n'est pas non plus suffisamment connu.

En Suisse, notre pays jouit d'une culture politique qui veut que les personnes directement concernées soient impliquées dans les processus de décision et soient représentées dans les organisations agricoles.

Nous encourageons donc ces organisations à une plus grande mixité, de même qu'il faudrait que les centres de formation et de recherche n'accueillent eux aussi pas suffisamment de femmes.

La Suisse reconnaît cependant l'importance du rôle des femmes dans l'agriculture et défend leurs intérêts. Ainsi, le principe de l'égalité est intégré dans la loi. A partir du moment où une femme est enregistrée comme cheffe d'exploitation, elle jouit de tous les droits à l'instar des hommes.

Toutefois, moins connectées sur les plans économique et politique, les femmes ont de fait un accès souvent plus restreint que les hommes aux moyens financiers. C'est pourquoi la Suisse a mis en œuvre dans ces domaines des mesures principalement adressées aux femmes (*Paysanne en toute conscience*, *Le Réseau Rural*, *Le Réseau Rural*). Nous devons cependant intensifier nos efforts dans ce domaine.

Dans le cadre de la coopération internationale, nous nous engageons pour que l'accès des femmes aux ressources naturelles soit pleinement garanti. Nous appliquons de façon égalitaire les politiques de développement rural, nous privilégions aussi les actions qui engendrent une amélioration durable de la vie des petites exploitations et qui comprennent des activités ciblées pour l'autonomisation économique, politique et sociale des femmes.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies

Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10158-0001, USA

Tel: +1 212 286 1549 Fax: +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Pour mener à bien les projets de développement, il faut des moyens. Nous avons établi, dans nos administrations, un vaste réseau d'offices spécialisés. Le Cour suprême vient d'ailleurs de rappeler que l'égalité de fait n'étant pas atteinte, les structures institutionnelles demeurent nécessaires.

Ces structures doivent exister au niveau national mais aussi dans les organisations internationales. Nous saluons l'initiative ONU Femmes et rappelons que celle-ci a besoin de plus de moyens pour accomplir sa mission. Par conséquent, la Suisse a décidé d'augmenter ses contributions en octroyant à ONU Femmes une contribution de base de 9 millions de francs (soit près de 8 millions de dollars).

Les structures nationales et internationales ont permis de réaliser de nombreux progrès, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'égalité.

Les jeunes de Suisse considèrent même que l'égalité est réalisée, alors que dans certains pays on fait face à une forte ségrégation dans le choix des formations et dans le parcours professionnel, alors que la violence contre les femmes est toujours présente. Il nous est donc très important de continuer à l'égalité des jeunes filles et garçons.

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Madam Chairperson,

Ladies and Gentlemen,

Switzerland considers agriculture, both domestic and international, a matter of great importance. At domestic level, it seeks to afford rural families real economic prospects while improving their environmental and biological conditions. The aim is to promote an efficient agricultural sector that not only offers decent working conditions but also respects nature.

Our agricultural sector produces approximately 60% of the food consumed in our country. It is dominated by small farms run by several generations of the same family. In order to ensure a significant structural adjustment and para-agricultural activities, such as tourism, which gain ever more economic weight.

...intra or these are women ... the system of succession and above all prevailing mentality rarely allow women to win the farm on which they work and only 5% of them manage the business.

These figures should not conceal the fact that Switzerland has a shortage of precise information, particularly statistical data on the status of women in agriculture. However, it is in the process of acquiring the knowledge needed to identify current practices with greater precision and to determine what new steps need to be taken.

Nevertheless we are aware that many women shoulder a triple burden. First, they contribute to the work on the farm. Second, they are in charge of domestic chores, family responsibilities and work in the community. Third, many of them also have an additional job outside the farm which is often a much-needed source of income for the family.

...gender equality and equitable sharing of household responsibilities between the couple. Added to this is the need to better recognize the importance of care-giving activities. To this end, Switzerland must put in place policies and structures to assist families who care for dependent relatives (children, disabled or elderly family members).

Mrs. Ingrid Chiersson, Ladies and Gentlemen,

Switzerland notes that while the role that women play in agriculture is not well known, it is neither sufficiently valued.

Even though our municipal authorities endeavor to involve all directly concerned parties in the decision-making process, when it comes to agricultural issues women are seriously underrepresented in farming organizations.

We therefore actively encourage these and other initiatives, research and research institutes which aim to promote women's work and improve gender diversity.

Switzerland recognizes that women play an important role in agriculture and champions their cause. Indeed, gender equality is well enshrined in Swiss law. Once a woman is not officially recorded as the head of an agricultural holding, she enjoys the same rights as her male peers.

Even so, access to information is more restricted for women than for men. In fact, they tend to be less well connected, both economically and politically. In response, Switzerland has launched a series of training courses and other initiatives, particularly for women (*Paysanne en toute conscience* / *Heures Bäuerin sein*). However, we still have to step up our efforts in this field.

In the context of international cooperation, we support efforts to ensure that rural women have full access to land and natural resources. We have systematically adopted gender-responsive budgeting, we also support activities which aim to train and bring improvements to the living conditions of smallholders and which are targeted specifically at promoting the economic, political and social empowerment of women.

Madam Chairperson, Ladies and Gentlemen,

An infusion of resources is needed if we are to realise domestic and international projects through an extensive network of equality offices has been established within the administration, Parliament, and Supreme Court recently recalled that genuine gender equality has yet to be achieved and thus institutional structures must remain in place to reach this elusive goal.

Such structures should be in place not only at national level, but also within international organizations. We support the creation of UN Women and remain everyone that the necessary funding should be made available to the agency so that it can accomplish its mission. Consequently, Switzerland decided to substantially increase its contribution to UN Women to 2 million Swiss francs for 2012, which is almost 10 million dollars.

National and international sources have made major advances on the matter, particularly with regard to legislation and education.

Although the youth of Switzerland have better gender equality has obtained more progress than high levels of segregation in our country, with its consequences to educational choices and career possibilities. Also, the problem of gender inequality exists in this is why it is vital that girls and boys are taught about gender inequality.

Madam Chairperson, Ladies and Gentlemen,

Thank you for your attention.

